

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

Une légère reprise de l'activité

L'activité reste mitigée malgré quelques timides signes d'amélioration selon les secteurs, soutenue par une consommation résiliente. Si les importations se stabilisent ce trimestre, la demande intérieure profite d'une hausse modérée des prix à la consommation. En revanche, l'évolution de l'investissement des entreprises apparaît incertaine et la fréquentation du Territoire en retrait. Les évolutions d'encours bancaires sont contrastées, tandis que la sinistralité des agents économiques s'améliore.

LA CROISSANCE DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE SE MAINTIEN EN DÉPIT DES TENSIONS COMMERCIALES

Depuis le début de l'année 2018, les tensions commerciales pèsent sur le commerce mondial, avec pour conséquence une légère baisse de la demande extérieure et une hausse des prix de l'énergie. Dans ce climat peu porteur, la croissance dans la région de l'Asie du Sud reste dynamique au 3^e trimestre grâce à une forte demande domestique liée à un marché du travail solide.

Les tensions commerciales avec les États-Unis commencent à affecter la croissance **chinoise** qui ralentit légèrement au 3^e trimestre (+6,5 % au 3^e trimestre après +6,7 % au 2^e trimestre).

En **Indonésie**, l'investissement est mal orienté (-1,6 % en glissement annuel) au 3^e trimestre 2018 en raison d'un fort recul des investissements étrangers (-20,0 %) qui n'a pas pu être totalement compensé par la hausse marquée de l'investissement domestique (+31,0 %). Au 3^e trimestre 2018, le PIB augmente de 3,1 % (5,2 % en glissement annuel) après une hausse de 4,2 % au 2^e trimestre. La croissance est soutenue par une forte demande intérieure et le dynamisme du secteur du tourisme, qui risque cependant de ralentir fortement au 4^e trimestre suite au tsunami dont la région a été victime fin septembre.

Au 3^e trimestre 2018, l'économie **australienne** reste portée par les exportations et par la consommation domestique qui se renforce, notamment grâce à des créations d'emplois. La banque centrale australienne (RBA) continue de mener une politique monétaire accommodante et parvient à maintenir l'inflation dans sa cible (1,9 % entre les deux trimestres).

Parallèlement, la **Nouvelle-Zélande** enregistre un creusement important de son déficit commercial. La croissance du PIB bien plus forte qu'attendu au 2^e trimestre 2018 (+3,4 % en glissement annuel) devrait se poursuivre au second semestre 2018. La consommation privée reste très dynamique avec un marché de l'emploi qui enregistre son taux de chômage le plus bas depuis 10 ans (3,9 % au 3^e trimestre contre 4,4 % pour les deux premiers trimestres 2018).

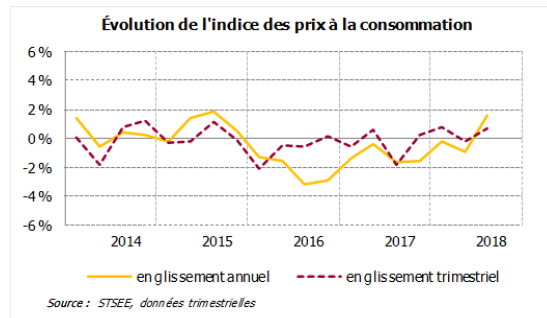
L'accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) entrera en vigueur le 30 décembre 2018 suite à la ratification de l'Australie après le Japon, le Canada, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Mexique. Cet accord de libre-échange multilatéral, qui pourrait s'étendre à 5 autres pays (Brunei, Chili, Malaisie, Pérou et Vietnam) a pour objectif d'intensifier les relations commerciales dans la zone. Les premières baisses de taxes interviendront début 2019.

Sources : FMI, Statistics New Zealand, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Reserve Bank of New Zealand, Statistics Indonesia.

Hausse modérée de l'indice des prix

Après être resté stable au second trimestre, l'indice des prix à la consommation progresse légèrement (+0,7 %). Les prix des services (+1,2 %) et de l'énergie (+3,1 %) sont en augmentation, en lien avec la hausse des prix des hydrocarbures. Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont quant à eux stables.

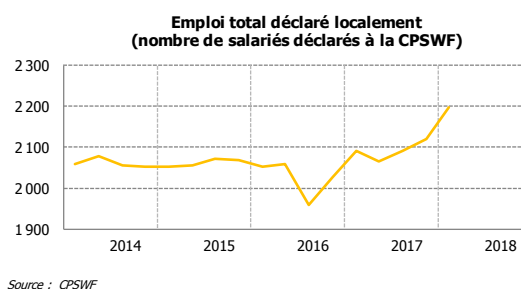
En rythme annuel, l'indice global est en hausse (+1,6 %). L'ensemble des postes composant l'indice est en augmentation, à l'exception des produits manufacturés qui connaissent une faible baisse de 0,5 %. Cette croissance est particulièrement notable dans le cas de l'énergie (+6,8 %), qui connaît sa première hausse en glissement annuel depuis la fin de l'année 2014.



Croissance de l'emploi

Selon les données à fin mars 2018, 2 197 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 121 à fin décembre 2017, soit une hausse de 3,6 %. Cette croissance est légèrement plus marquée en glissement annuel, +5,1 %. Il convient de noter que cette évolution est en partie causée par une amélioration des déclarations.

À fin mars 2018, on dénombre 1 348 salariés dans le secteur public soit une hausse de 4,5 % par rapport au trimestre précédent, avec une croissance similaire en rythme annuel (+4,6 %). Le secteur privé compte 849 salariés au 31 mars 2018 soit un accroissement trimestriel de 2,2 % (+5,9 % en glissement annuel). Il s'agit du plus haut niveau depuis 2013, année de la tenue des Mini-Jeux du Pacifique (871 employés au deuxième trimestre 2013). Cette croissance est en grande partie due au secteur du commerce, en augmentation de 7,4 % sur le trimestre. Le secteur du BTP participe également à la tendance avec une augmentation de 7,3 %. Les secteurs de l'industrie et de l'artisanat connaissent une baisse de 2,0 %, tout comme les services qui subissent un repli de 1,3 %. La quasi-totalité des secteurs est en croissance en glissement annuel à l'exception du secteur du BTP dont les effectifs sont en baisse (-4,8 %).

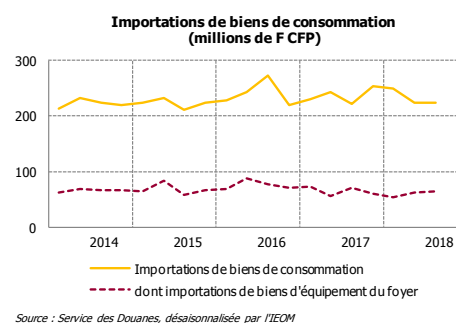


La part du secteur public dans l'économie du Territoire se renforce sous l'effet d'une hausse plus importante de l'emploi public que de l'emploi privé. La prédominance de l'emploi public revient à son niveau de l'année précédente à la même période, soit 61,4 % de l'emploi total.

Maintien de la consommation des ménages

Après avoir connu une baisse de 9 % au deuxième trimestre 2018, les importations de biens de consommation se stabilisent à fin septembre (-0,4 % sur le trimestre et +0,4 % sur l'année, CVS), à 224 millions de F CFP. Les importations de biens d'équipement du foyer (+5,4 %, CVS, à 65 millions de F CFP) contribuent le plus fortement à cette évolution. Dans une moindre mesure, les importations d'articles d'habillement s'établissent à 50 millions de F CFP au troisième trimestre, ce qui représente une augmentation de 3,1 % (CVS).

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs connaît une baisse trimestrielle, mais demeure en forte croissance sur les douze derniers mois (respectivement -5,0 % et +29,9 %, CVS¹).



L'encours des crédits à la consommation se redresse légèrement (+1,1 % sur le trimestre), sans retrouver son niveau de l'année précédente (-1,0 % en glissement annuel). Les crédits à l'habitat se contractent à nouveau (-3,4 % sur le trimestre, -29,3 % en glissement annuel) pour s'établir à 67 millions de F CFP au 30 septembre 2018. En parallèle, le taux de créances douteuses brutes des ménages continue de s'améliorer, poursuivant ainsi la tendance observée depuis le début de l'année. Il s'établit à 4,3 % à fin septembre contre 4,6 % à fin juin et 4,8 % un an auparavant.

À fin septembre 2018, les indicateurs de vulnérabilité des ménages connaissent une évolution contrastée. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en hausse par rapport au deuxième trimestre 2018 et s'établit à 204 (+5,7 %, -18,1 % sur l'année). Si le nombre d'incidents de paiement par chèque a plus que doublé sur le trimestre, il recule sur un an (-13,5 %, à 115 incidents).

¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

Un investissement des entreprises contrasté

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises sont en croissance trimestrielle de 4,3 %, malgré une baisse significative en glissement annuel (-9,6 %). Ces importations s'élèvent à 190 millions de F CFP au troisième trimestre 2018 (données CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en baisse trimestrielle (-23,9 %, données CVS) et annuelle (-39,9 %, CVS).

A contrario de cette hausse des importations, l'encours des crédits d'investissement se replie pour s'élever à 585 millions de F CFP, soit une diminution de 6,9 % par rapport au trimestre précédent (-1,6 % en glissement annuel). La situation reste dans la tendance des dernières années, le montant des encours bancaires des crédits d'investissement oscillant entre 695 et 469 millions de F CFP depuis 2015. Il convient cependant de noter que les investissements des entreprises du Territoire reposent également sur une part significative de fonds propres.

Stable depuis 2013, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste constant. Le taux de créances douteuses brutes des entreprises diminue légèrement (-0,4 point sur le trimestre) avec une amélioration encore supérieure en repli annuel (-1,3 point), s'établissant à 5,2 % au 30 septembre 2018.

Stabilité des importations

Les importations totales se stabilisent au troisième trimestre 2018, après une période marquée par une forte baisse en lien avec la fin du projet du câble haut débit. Elles s'élèvent à 1 318 millions de F CFP (-0,3 %, données CVS). Suite au repli des derniers trimestres, on observe une baisse en glissement annuel (-12,2 %, données CVS).

Principal poste d'importations, les produits alimentaires rebondissent (+12,8 %, CVS) par rapport au second trimestre (360 millions de F CFP contre 319 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires (respectivement 190 et 229 M F CFP, CVS) représentent à eux deux 419 millions de F CFP au troisième trimestre 2018 contre 381 millions au deuxième trimestre 2018 (182 millions pour les biens d'équipement, 198 millions pour les biens intermédiaires, CVS), soit une hausse de 9,9 %.

La stabilisation des importations n'empêche pas une forte croissance des revenus douaniers et des taxes d'entrée en hausse trimestrielle (+12,1 %) et annuelle (+17,6 %, données brutes). Ils s'établissent à 344 millions de F CFP.

UNE REPRISE TIMIDE DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

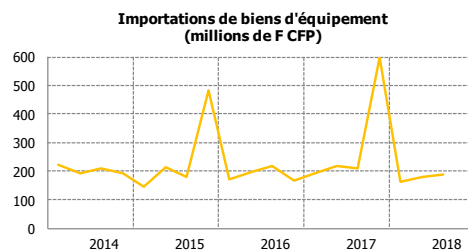
Léger rebond du secteur du BTP

La tendance des trois derniers trimestres se confirme pour le secteur. Les importations de ciment enregistrent à nouveau une croissance trimestrielle (+20,1 %, données CVS). Elles s'élèvent à 8,9 millions de F CFP (CVS). Toutefois, en rythme annuel, ces importations se contractent (-4,1 %).

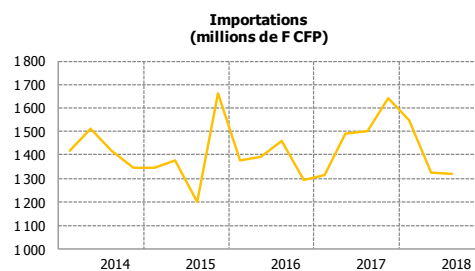
Les effectifs salariés enregistrés au 31 mars 2018 commencent à refléter la croissance de l'activité des derniers trimestres (59 salariés à fin mars contre 55 à fin décembre 2017).

L'activité commerciale se redresse

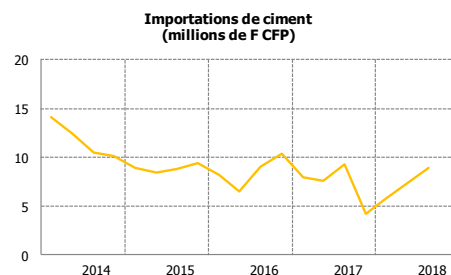
La reprise de l'activité commerciale permet aux importations de se stabiliser. En effet on observe une hausse des importations dans plusieurs domaines. Les importations de produits alimentaires croissent de 12,8 % (données CVS) sur le trimestre et celles des articles d'habillement et de biens d'équipement du foyer sont en hausse de 3,1 % et 5,4 % respectivement (CVS). Les importations des biens de consommation sont quant à elles stables (-0,4 %, CVS).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

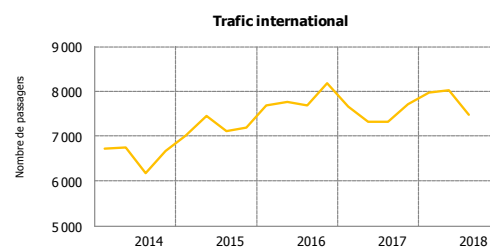


Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Une fréquentation du Territoire en baisse

Le nombre de passagers total est en diminution sur le trimestre (10 752 contre 11 357 le trimestre précédent, données CVS) à cause de la baisse conjointe du trafic international (-7,1 %), qui s'élève à 7 468 passagers (CVS), et du trafic intérieur (-1 %, soit 3 285 passagers, données CVS).

En rythme annuel, le trafic aérien global enregistre une baisse de 2,7 % entraînée par la nette baisse du nombre de passagers intérieur (-12,3 %, CVS), malgré une hausse du trafic international (+2,1 %, CVS).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

STABILITÉ DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,7 % en 2018 et 2019 selon les dernières « Perspectives de l'économie mondiale » publiées par le FMI en octobre. Elle resterait ainsi identique à son niveau de 2017. Les prévisions sont toutefois inférieures de 0,2 point à celles présentées en juillet dernier. Cette révision à la baisse s'explique notamment par le renforcement des tensions commerciales et le durcissement des conditions financières mondiales alors que les différences dans les perspectives sont importantes d'une région à l'autre.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a ralenti marginalement au troisième trimestre. L'activité a progressé de +0,9 % en variation trimestrielle (après +1,0 % au trimestre précédent) et apparaît tirée à la baisse par le recul des exportations et le ralentissement des investissements des non-résidents. Le FMI anticipe une croissance de 2,9 % en 2018 puis de 2,5 % en 2019 (-0,2 point par rapport aux prévisions de juillet).

Selon Eurostat, le PIB de la zone euro a progressé de +0,2 % au troisième trimestre après +0,4 % trois mois plus tôt. Le taux de chômage s'élève à 8,1 % à fin septembre et demeure à son plus bas niveau depuis novembre 2008 alors que l'inflation continue de croître progressivement (+2,2 %). Selon les prévisions de la Commission européenne, la croissance de la zone euro va fléchir à +2,1 % en 2018 puis +1,9 % en 2019 (contre +2,4 % en 2017).

En France, la croissance retrouve un dynamisme plus marqué au troisième trimestre selon les estimations de l'Insee. Elle enregistre ainsi une hausse de +0,4 % (+0,2 % au deuxième trimestre) qui s'explique principalement par le redressement de la consommation des ménages et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe un essor du PIB de 1,6 % en 2018 et 2019, en deçà de la progression enregistrée en 2017 (+2,3 %).

Au Japon, l'activité se contracte de 0,3 % au troisième trimestre après une hausse de 0,8 %. Cette tendance s'explique par un repli de la consommation des ménages, de l'investissement et des exportations suite notamment à une accumulation de catastrophes naturelles depuis le début de l'année 2018. La croissance devrait toutefois s'établir à 1,1 % en 2018 et à 0,9 % en 2019 selon le FMI.

Dans les pays avancés, le FMI anticipe une accélération marginale de la croissance en 2018 (+ 2,4 % après +2,3 % en 2017) avant une hausse plus modérée en 2019 (+2,1 %). Le PIB devrait croître dans les pays émergents et en développement sur un rythme identique à 2017 (+4,7 % en 2018 et 2019). Ces dernières perspectives ont été révisées à la baisse par rapport aux dernières estimations du FMI en juillet (-0,2 point pour 2018, -0,4 point pour 2019).

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 23 novembre 2018

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur et responsable de la publication : S. ATTALI - Éditeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer : décembre 2018 - Dépôt légal : décembre 2018 - ISSN 1968-6277